



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES

DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR ET DU

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

POLE PILOTAGE ET RESSOURCES

DIVISION DE L'IMMOBILIER ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

CELLULE GESTION DES PROJETS

16 rue Borde

13357 MARSEILLE CEDEX 20

Fourniture, stockage, montage et installation de mobiliers suite au réaménagement intérieur des espaces de travail des 3étages de la DRFIP sis au 46 rue Liandier.

Code de la Commande Publique (entré en vigueur le 1/04/2019)

CCAG fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30/3/2021, version en vigueur au 17/01/2023

PROCEDURE FORMALISEE

MARCHE ALLOTI

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

n° 12-2024 du 15/05/2025

Objet de la consultation :	fourniture, stockage, montage et installation de mobiliers suite au réaménagement intérieur des espaces de travail des 3étages de la DRFIP sis au 46 rue Liandier.

LOT B : DECORATION VEGETALE

fourniture et pose de pins parasols, et bacs ronds.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles et constitutives du marché sont les suivantes, elles prévalent les unes par rapport aux autres, dans l'ordre suivant, et ce, en cas de contradiction entre elles :

Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire original, conservé par l'organisme fait seul foi,
- CCTP LOT A et LOT B,
- Les fiches techniques des mobiliers souhaités,
- la décomposition de prix global et forfaitaire
- Le mémoire technique du candidat retenu, spécifiant la présentation de l'entreprise avec les normes et qualifications des personnes et des moyens matériels dédiés au chantier, les fiches produits des matériaux et matériels proposés, une note sur les moyens matériels dédiés à l'opération, une note sur la méthodologie de travail et d'intervention que l'entreprise souhaite adopter, plus précisément sa méthode d'intervention sur un site occupé, un planning détaillé d'intervention.

Pièces générales

- Le code de la commande publique,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.F.C.S.), du 30/03/2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.F.C.S) applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services.
- Les documents et normes mentionnés dans les fiches techniques. Prévoir de faire références à des normes françaises ou européennes

Le titulaire est réputé connaître les documents mentionnés ci-dessus et est tenu d'accepter l'ensemble des clauses et conditions des pièces contractuelles, y compris celles en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de vente ou à ses obligations professionnelles.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – REVISION DES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

Les paiements seront répartis entre l'entrepreneur titulaire du marché et ses sous-traitants comme indiqué soit dans l'acte d'engagement, soit dans l'avenant ou l'acte spécial visé à l'article 3.4 ci-après.

3.2 - Contenu du prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux non prévus

3.2.1 - Contenu du prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

3.2.2 - Mode d'évaluation des ouvrages

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire.

3.2.3 – Décomposition du prix global et forfaitaire

L'entrepreneur fournit, à l'appui de son offre, un bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire, pour les travaux de base et les éventuelles PSE.

→ Pour les travaux ou fournitures de nature différente de ceux figurant sur la décomposition de prix, il sera fait application :

- s'il s'agit de travaux, des prix librement débattus entre les parties ;
 - s'il s'agit de fournitures seules, des prix réglés au déboursé réel ;
- ces prix ne seront ni actualisables, ni révisables.

3.3 Révision des prix

Il ne sera pas prévu de révision.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques définies à l'article B1 de l'acte d'engagement.

3.4 - Paiements des sous-traitants

3.4.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

La loi relative à la sous-traitance a été insérée dans le CCP aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du CCP.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant l'ensemble des informations suivantes :

- 1° la nature des prestations sous-traitées ;
- 2° le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec AR, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le seuil prévu à l'article L. 2193-10 à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par l'acheteur, est fixé à 600 € TTC.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date ou la dépose contre récépissé.

Il est précisé que les prestations de fourniture de mobilier ne pourront ouvrir droit à sous-traitance. Seules les prestations d'installation dudit mobilier pourront être sous-traitées.

4.2 PENALITES DE RETARD

Tout retard d'exécution donnera lieu à l'application des pénalités suivantes.

Les pénalités de retard sont calculées au regard du délai d'exécution indiqué au point précédent.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, il sera appliqué automatiquement au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € HT, par jour calendaire de retard dans la livraison et dans l'installation du matériel.

Cette pénalité s'applique également en cas de dépassement des délais dans la levée des réserves.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Dans le cas où l'entrepreneur serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au Maître d'œuvre et à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

Toutes les pénalités sont cumulables.

Autres pénalités :

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

Pénalités	Montants
En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité	200 € HT par jour de retard et pour chaque infraction constatée
En cas de retard ou d'absence de nettoyage de chantier	100 € HT par jour de retard et par cas constaté.
En cas d'absence non excusée du titulaire à une réunion de chantier, ou présence d'un représentant du titulaire non habilité à l'engager (ce dernier cas étant considéré comme une absence non excusée).	200 € HT par absence
En cas d'absence du titulaire aux opérations préalables à la réception et aux opérations de constat des levées de réserves	200 € HT par absence
En cas de retard dans la déclaration d'un sous-traitant dont la présence a été constatée sur le chantier	100 € HT par jour de retard
En cas de constat par le maître d'ouvrage de la présence sur le chantier de personnels non déclarés	1 500 € HT par infraction constatée
Pénalités pour non remise de badge à la fin des travaux.	150 € HT en cas de non restitution

4.3 - Prolongation du marché

Sans objet.

Organisation, sécurité et hygiène du chantier

Les emplacements qui auront été mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur par le maître d'ouvrage pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, devront être remis en état en fin de travaux.

Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité pour des travaux en milieu occupé.

IMPORTANT :

Un plan particulier de sécurité et de protection de la santé devra être établi par le titulaire du marché au cours de la période de préparation.

Au plus tard lors de la première réunion de mise au point du marché, ce PPSPS sera remis au maître d'ouvrage et un exemplaire sera laissé sur place afin d'être consultable sur le lieu des travaux.

Le Plan Particulier précise notamment :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel, tant dans les modes opératoires lors de leur définition, que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installation de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

7.2 Délais, Stockage, transport, emballage

7.2.1 - Délais de livraison

Le délai de livraison ne peut être supérieur au délai maximum mentionné au présent AE/CCAP.

Lorsque le titulaire ne respecte pas le délai de livraison applicable au présent marché, il encourt l'application des pénalités pour retard, décomptés jusqu'à la livraison complète et correcte des fournitures demandées.

7.2.2 - Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport s'effectuent dans les conditions des articles 20.1, 20.2 et 20.3 du CCAG-FCS.

Ainsi, les fournitures sont conditionnées et emballées de façon à supporter sans dommage les risques inhérents au transport. Le titulaire, même s'il n'exécute pas lui-même l'expédition des fournitures aura la charge et la responsabilité du transport jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage, le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le titulaire peut recourir aux services d'un transporteur indépendant, dit « transporteur tiers ». Ce transporteur tiers n'est pas partie au présent marché. Même dans ce cas de figure, le titulaire du marché restera l'unique interlocuteur responsable du pouvoir adjudicateur en cas de recours.

Le livreur est tenu de reprendre tous les emballages dont l'agent chargé de la réception des fournitures souhaite se débarrasser, sans que cela n'allonge d'une manière déraisonnable la durée de la livraison.

Si les opérations de vérification ne donnent pas satisfaction, le titulaire doit y remédier, soit par une mise au point immédiate du matériel soit par un échange du ou des appareils défectueux, dans un délai de trois jours ouvrés à compter de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur.

En cas de non-résolution des motifs d'insatisfaction, le pouvoir adjudicateur peut décider de l'admission en l'état des fournitures livrées, moyennant l'application d'une réfaction, ou du rejet total de la livraison, conformément aux articles 30.3 et 30.4 du CCAG-FCS.

7.3.3 - Nettoyage

L'entrepreneur doit tenir propre le chantier et évacuer toutes ses chutes et ses gravats afin de satisfaire à des parfaites conditions de sécurité et d'hygiène au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Il devra également nettoyer tous ses ouvrages avant la réception du chantier.

ARTICLE 8 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Centre des Finances Publiques 46 rue LIANDIER 13008 MARSEILLE

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE – GARANTIE - ASSURANCES

9.1 Délais de garantie

Les garanties contractuelles sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

9.2 Assurances

il est fait application des dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS.

Sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai de 15 jours, à compter de la demande du maître d'ouvrage, qu'ils sont titulaires :

D'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises,

D'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles 4.1, 14 du CCAG FCS

Arrêté le présent CCAP.

A Marseille, le 15/05/2025

Pour l'Administrateur Général des Finances Publiques,

L'inspecteur Principal,

Vincent SIVIEUDE

